

MARCHÉ PUBLIC - PROCÉDURE ADAPTÉE FOURNITURES ET SERVICES

Dossier simplifié de consultation des entreprises VALANT ENGAGEMENT CONTRACTUEL

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.
Il est composé des points suivants :

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| A. OBJET DU MARCHÉ..... | 1 |
| B - DÉCLARATION DE CANDIDATURE..... | 2 |
| C -RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION..... | 2 |
| D – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR..... | 10 |
| E - IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE..... | 10 |
| F. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES..... | 15 |
| G. ANNEXE TECHNIQUE..... | 21 |
| H - BORDEREAU DES PRIX..... | 27 |
| I- DÉTAIL DES PRESTATIONS EXÉCUTÉES PAR CHAQUE COTRAITANT (en cas de groupement conjoint)..... | 29 |
| J. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE..... | 30 |
| K. SIGNATURE DE L'ACHETEUR..... | 30 |

A. OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

Maintenance annuelle de 6 dispositifs GAZEX de déclenchement préventif des avalanches sur 3 sites situés dans les départements de l'Ariège (09) et des Pyrénées-Orientales (66)

Liste des lots :

- le marché n'est pas alloti

B - DÉCLARATION DE CANDIDATURE

Le candidat soumissionne pour :

- le marché cité en objet

C -RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

C1 – Réception et ouverture des plis

Les plis doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des plis fixée au : **04/06/2025 à 12h00**

Les plis doivent être remis **sous forme dématérialisée sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence n° 25-011-DIR.**

Cette transmission le sera selon les modalités techniques suivantes :

- La durée de la transmission de l'offre et de la candidature est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les documents à fournir, conformément au point C3 ci-dessous, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

- Les documents pour lesquels une signature est requise peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe 12 du code de la commande publique. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Les soumissionnaires peuvent adresser sur support physique électronique (clé USB) une copie de sauvegarde de leur offre par pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » en recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à **l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi entre 9h00 et 12h00 et entre 13h30 et 15h30 :**

DIR SUD-OUEST
SIMO / UMP
Bâtiment C, bureaux C-22 , C24 ou C24 bis
155 avenue des Arènes romaines
31300 Toulouse

dans les délais impartis pour la remise des plis.

Le pli portera les mentions suivantes :

Copie de sauvegarde pour :

« Marché Maintenance de 6 dispositifs GAZEX de déclenchement préventif des avalanches sur 3 sites situés dans les départements de l'Ariège (09) et des Pyrénées-Orientales (66) »

Nom du candidat ou du mandataire en cas de groupement

« NE PAS OUVRIR »

Les plis reçus après expiration de la date et heure limite de remise des plis ne seront pas ouverts.

Si plusieurs plis sont successivement transmis par un même candidat, seul sera ouvert le dernier pli reçu dans le délai fixé pour la remise des plis.

C2 – Variantes

oui non

Les variantes sont-elles autorisées ? ☐ ☒

C3 – Documents à fournir par le candidat

Au titre de la candidature, et afin d'apprécier les capacités économiques et financières ainsi que les capacités techniques et professionnelles des candidats, les pièces exigées sont les suivantes :

- Les formulaires DC1 et DC2 ou le formulaire DUME.
Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse : (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat>). Le formulaire DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires au mandataire pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

S'il s'appuie pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public.

Au titre de l'offre, sont demandées les pièces suivantes :

- Le présent Dossier simplifié de consultation des Entreprises (DSCE) à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) à engager l'entreprise (fournir les pouvoirs si nécessaire) ;
- Un mémoire technique présentant :
 - les qualifications techniques de l'équipe dédiée à l'exécution de la ou les prestation(s) ;
 - L'expérience de l'équipe dédiée à l'exécution de la ou les prestation (s) ;
 - l'organisation de l'équipe dédiée à l'exécution de la ou les prestation(s) ;
- Le bordereau des prix à compléter sans modification au point H ;

- Le document financier à compléter sans modification ;
- Une note environnementale présentant :
 - le schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
 - le schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).

C4 – Modification de DCE et questions

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des plis. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des plis une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence **25-011-DIR**.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des plis.

C5 – Critères de jugement des offres

L'acheteur commencera par examiner les offres.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du code de la commande publique. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 à L.2152-4 du code de la commande publique.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du code de la commande publique.

Les offres irrégulières et inacceptables seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du code de la commande publique.

L'acheteur prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

L'acheteur examinera les offres des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Les critères d'attribution du marché sont pondérés comme suit :

| Critère d'attribution | Pondération |
|-------------------------------------|-------------|
| Le prix des prestations | 50% |
| La valeur technique des prestations | 40% |
| La valeur environnementale | 10% |

Critère « prix des prestations » : note N1

La note N1 pour le critère prix sur 50 points sera calculée sur la base des montants HT figurant sur le document financier selon la formule de calcul suivante :

$$N1 = (\text{Montant HT de l'offre la plus basse} / \text{Montant HT de l'offre examinée})^2 \times 50$$

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du document financier sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce document financier seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du document financier qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Critère « valeur technique de l'offre » : note N2

Chaque offre se verra attribuer une note **N2**, sur le critère valeur technique des prestations, comprise entre 0 et 40 points évaluée sur la base du mémoire technique fourni.

Les sous-critères de la valeur technique des prestations et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

| Sous-Critères | Barème |
|--|--------|
| Vt 1 : les qualifications techniques de l'équipe dédiée à l'exécution de la ou les prestation(s) | 15pts |
| Vt 2 : L'expérience de l'équipe dédiée à l'exécution de la ou les prestation (s) | 15pts |
| Vt 3 : l'organisation de l'équipe dédiée à l'exécution de la ou les prestation(s) | 10pts |

La note **N2** se calcule comme suit :

$$\mathbf{N2 = Vt\ 1 + Vt\ 2 + Vt\ 3}$$

Critère « valeur environnementale » : note N3

Chaque offre se verra attribuer une note N3, sur le critère valeur environnementale, comprise entre 0 et 10 points évaluée sur la base de la note environnementale fournie.

Les sous-critères de la valeur environnementale et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

| Sous-Critères | Barème |
|---------------|--------|
| Ve 1 : SOPRE | 5pts |
| Ve 2 : SOGED | 5pts |

La note **N3** se calcule comme suit :

$$\mathbf{N3 = Ve\ 1 + Ve\ 2}$$

L'affectation des points aux critères valeur technique des prestations et valeur environnementale s'effectuera suivant le principe suivant :

| | |
|-----------------|---|
| 0 % de la note | Partie non traitée ou très insuffisante |
| 25 % de la note | Partie traitée partiellement, insuffisante quant à l'appréhension des besoins exprimés et la résolution des difficultés |
| 50 % de la note | Partie traitée sérieusement mais incomplète |
| 75 % de la note | Partie quasiment complète et couvrant presque intégralement les éléments du sous-critère |

| | |
|------------------|---|
| 100 % de la note | Partie complète, détaillée, propre au marché et pleinement convaincante |
|------------------|---|

Note finale :

La note finale **N** de chaque offre exprimée sur 100 sera obtenue par addition des notes des différents critères définis ci-avant :

$$\mathbf{N = N1 + N2 + N3}$$

C6 – Négociation

L'acheteur pourra procéder à une négociation avec au maximum les 3 candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment sur les moyens humains, matériels et techniques et le prix.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenu(s) par l'acheteur. En cas d'échange écrit, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai fixés. En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges. Cette date de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

C7 – Sélection des candidatures

Seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenue sera analysée.

En cas de candidature incomplète, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire susceptible d'être retenu de compléter celle-ci.

C8 – Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1, L.2141-3, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français ;

- Le document financier au format modifiable pour import des prix dans le logiciel de suivi comptable.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

C9 – Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

C10 – Prestations similaires

Sans objet.

D – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

DIR SUD-OUEST

155 avenue des Arènes romaines
31300 TOULOUSE

- Comptable assignataire : Monsieur le DRFIP d'Occitanie et de la Haute-Garonne

- Pour un envoi des factures dématérialisé :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Les informations nécessaires à la facturation seront transmises lors de la notification du marché.

E - IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Titulaire Unique : À compléter par l'entreprise

| | |
|--|-----------------------|
| Nom et prénom : | |
| | |
| Agissant pour le nom et le compte de la Société : | |
| | |
| Adresse postale : | |
| Tel. : | Fax : |
| Courriel : | |
| N° d'identité d'établissement (SIRET) : | |
| compte ouvert à l'organisme bancaire : | |
| à : | |
| au nom de : | |
| sous le numéro : | clé RIB : |
| code banque : | code guichet : |
| IBAN | |
| BIC (par SWIFT) | |

Si groupement d'entreprises :

☐ **Groupement solidaire** : À compléter par les entreprises

| Cotraitant 1 (Mandataire) | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|-------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Nom et prénom : | | | | | | | | | | | | | |
| Agissant pour le compte de la société mandataire du groupement : | | | | | | | | | | | | | |
| Adresse postale : | | | | | | | | | | | | | |
| Tel. : | | | | Fax : | | | | | | | | | |
| Courriel : | | | | | | | | | | | | | |
| N° d'identité d'établissement (SIRET) : | | | | | | | | | | | | | |

| Cotraitant 2 | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|-------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Nom et prénom : | | | | | | | | | | | | | |
| Agissant pour le compte de la société : | | | | | | | | | | | | | |
| Adresse postale : | | | | | | | | | | | | | |
| Tel. : | | | | Fax : | | | | | | | | | |
| Courriel : | | | | | | | | | | | | | |
| N° d'identité d'établissement (SIRET) : | | | | | | | | | | | | | |

| Cotraitant 3 | |
|--------------|--|
|--------------|--|

Nom et prénom :

Agissant pour le compte de la société :

Adresse postale :

Fax :

Courriel :

[illegible]

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte du mandataire du groupement (**joindre un RIB**) :

| | |
|------------------------------------|--|
| Mandataire du groupement solidaire | |
|------------------------------------|--|

| | |
|--|--|
| compte ouvert à l'organisme bancaire : | |
|--|--|

à:

au nom de :

sous le numéro :

| | | |
|--|--|--|
| | | |
|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

 clé RIB :

| | |
|--|--|
| | |
|--|--|

code banque :

| | | | | |
|--|--|--|--|--|
| | | | | |
|--|--|--|--|--|

 code guichet :

| | | | | |
|--|--|--|--|--|
| | | | | |
|--|--|--|--|--|

[illegible][illegible]

☐ Les soussignés prestataires groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis à vis des prestataires groupés solidaires.

☐ **Groupement conjoint** : À compléter par les entreprises

Cotraitant 1 (Mandataire)

Nom et prénom :

Agissant pour le compte de la société mandataire du groupement :

Adresse postale :

Tel. : Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

Cotraitant 2

Nom et prénom :

Agissant pour le compte de la société :

Adresse postale :

Tel. : Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

Cotraitant 3

Nom et prénom :

Agissant pour le compte de la société :

Adresse postale :

Tel. : Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes **(joindre un RIB)** :

[illegible][illegible][illegible]

Toutefois, l'acheteur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

F. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 est complété par les articles du présent chapitre.

F1 – Procédure du marché

Ce marché est passé selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique tel que défini aux articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique

Si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire. Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

F2 – Durée de l'accord-cadre et des bons de commande

La durée du marché est de 12 mois à compter de la date de sa notification.

Le marché est reconductible par tacite reconduction dans la limite de 3 reconductions d'une durée chacune de 12 mois, sans que la durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer au moins 2 mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à expiration de cette durée.

La période d'exécution de la ou des prestations de maintenance et la date limite d'exécution de celle(s)-ci seront précisées dans le bon de commande.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée du marché majorée de 3 mois.

F3 –Lieu d'exécution

La prestation est à réaliser sur 3 sites :

2 sites dans le département de Pyrénées Orientales(66) :

- Ravin d'En Guillaume, Serra de les Lioses, Jaca Gran,
Commune de Porté Puymorens (66760),
- Couloir du Llavinet, Salt de Quérol,
Commune de Porta (66760)

1 site dans département de l'Ariège (09)

- Couloir H2
Commune de l'Hospitalet près l'Andorre(09390)

F4 – Prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques du mois auquel le titulaire a fixé ses prix remis dans son offre finale. Ce mois est appelé "mois zéro" (m₀).

Les prix sont définitifs et fermes pour la première année d'exécution.

Les prix sont définitifs et révisables une fois par an au commencement de chaque période de reconduction.

Les modalités de variation des prix sont fixées au point F5 – Variation des prix du présent document.

Le montant maximum HT de l'accord-cadre à bons de commande sur la durée totale du marché s'élève à 125 000€.

Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réalisées, des prix du bordereau des prix (BP) du présent accord-cadre.

F5 – Variation des prix

Il sera fait usage de l'index I = ICHTrev-TS (index du coût horaire du travail révisé) pour les activités techniques publié sur le site de l'INSEE.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des prix révisés du bordereau des prix de l'accord-cadre est donné par la formule suivante :

$$C_n = (I_n / I_o)$$

| | |
|--------|---|
| avec : | I_o = Valeur de l'index de référence I prise au mois de remise de l'offre finale du titulaire |
| | I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de reconduction de l'accord-cadre. |

Le bordereau des prix révisé de l'accord-cadre est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur, au minimum 30 jours avant le commencement de la période de reconduction.

F6 – Avances

Une avance égale à 30 % du montant TTC du bon de commande est versée au titulaire lorsque celui-ci est supérieur à 50 000€ HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf si celui-ci renonce expressément ci-dessous.

L'avance n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du marché.

☐ **Prestataire unique**

Le prestataire désigné ci-devant :

☐ **refuse** de percevoir l'avance

☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance

☐ **Grouperment solidaire :**

Le mandataire du grouperment solidaire :

☐ **refuse** de percevoir l'avance

☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance

☐ **Grouperment conjoint :**

| N° du co-traitant | Avance forfaitaire | |
|-------------------|---|--|
| 1 | <input type="checkbox"/> refuse de la percevoir | <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir |
| 2 | <input type="checkbox"/> refuse de la percevoir | <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir |
| 3 | <input type="checkbox"/> refuse de la percevoir | <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir |

F7– Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG Fournitures et services, les pénalités sont appliquées, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures et services, les pénalités ne sont pas plafonnées.

L'ensemble des pénalités recensées ci-dessous s'appliquent au montant TTC à rémunérer au titulaire au titre du prochain paiement.

Une pénalité journalière de 1 000 € sera infligée à l'entreprise pour travail dissimulé par dissimulation d'activité ou dissimulation d'emploi salarié respectivement défini aux articles L.8221-3 et 8221-5 du code du travail. Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 5% du montant du marché et ne peut dépasser le montant de l'amende encourue en application des articles L.8224-1 et 8221-5 du code du travail.

En cas de carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, il est appliqué une pénalité journalière de 500€.

En cas de retard dans la remise des documents prévus au marché, il est appliqué une pénalité journalière de 500€.

En cas de non respect du délai d'intervention défini dans le bon de commande, il est appliqué une pénalité journalière de 500€.

En cas de non respect des conditions de confidentialité, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000€.

En cas de non respect de la RGPD, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000€.

F8 – Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

F9 – Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 7 Résiliation du CCAG-Fournitures et services sont entièrement applicables au marché.

En cas de résiliation prononcée pour faute du titulaire, le marché pourra être exécuté aux frais et risques de celui-ci. Si le titulaire a recouru au travail dissimulé par dissimulation d'activité ou dissimulation d'emploi salarié respectivement défini aux articles L.8221-3 et 8221-5 du code du travail et n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin à cette situation délictueuse après mise en demeure de l'acheteur dans un délai de 2 mois, le marché sera résilié et le titulaire ne sera pas indemnisé conformément à l'article L8222-6 du code du travail.

La résiliation peut être prononcée si les garanties exigées au titre des capacités ou des assurances ne sont pas honorées.

F10 – Règlement des litiges

En cas de contentieux portant sur l'attribution ou sur l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

F11 – Utilisation des résultats

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG Fournitures et services sont applicables.

F12 – Règlement des prestations

Le titulaire doit adresser ses demandes de paiement sous forme dématérialisée sur la plate-forme de la personne publique <https://www.chorus-pro.gouv.fr/>. Toute demande de paiement adressée sous format papier sera rejetée.

La demande de paiement est transmise à l'issue du marché ou à l'issue de chaque mois si la durée du marché est supérieure à 2 mois.

La demande de paiement porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation
- les références et date de notification du marché
- les nom et adresse du créancier ;
- le prix total HT et le prix total TTC

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG FCS, en cas de groupement solidaire, le paiement sera effectué sur un compte unique ouvert au nom **du mandataire**.

F13 – Délai de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours. Celui-ci court à compter de la remise de la demande de paiement par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

Selon la réglementation en vigueur, le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

F14 – Dérogations au CCAG

L'article F7 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-Fournitures et services.

L'article F12 déroge à l'article 12.1.2 du CCAG-Fournitures et services.

G. ANNEXE TECHNIQUE

Les prestations attendues doivent respecter les prescriptions techniques définies ci-après :

G1 – Objet du marché

L'objet du présent marché concerne la réalisation de prestations de maintenance, d'entretien et de réparation des déclencheurs d'avalanches à gaz (GAZEX) destinés à protéger les routes nationales :

- RN20 et RN320 dans le département des Pyrénées-Orientales.
- RN20 dans le département de l'Ariège.

Les dispositifs GAZEX sont respectivement situés sur 3 sites (mentionnés en F3) et sont composés comme suit :

- Couloir de Llavinet comporte 2 gazex et 1 abri
- Couloir d'En Guillaume comporte 1 gazex et 1 abri
- Couloir du H2 comporte 3 gazex et 1 abri

G2 – Description des prestations

Ce marché porte sur des prestations de contrôle et de diagnostic des installations, d'assistance téléphonique et d'intervention d'urgence sur site.

Les prestations comprennent :

- des interventions programmées de maintenance préventive :
 - en fin d'exploitation
 - en début d'exploitation
- des prestations de maintenance curative (réparations) :
 - estivales lorsque la maintenance préventive le met en évidence,
 - hivernales en période d'exploitation (intervention d'urgence).

Les réparations hivernales se dérouleront sur site enneigé.

Le personnel intervenant sur site aura les qualifications nécessaires aux différents types d'interventions à effectuer mais aussi les formations adaptées aux travaux en montagne.

Lors de chaque intervention sur site, un rapport sera rédigé dans un délai de 15 jours.

Ce rapport fera apparaître les opérations effectuées, les opérations restant à réaliser et la listes des pièces détachées nécessaires aux travaux à réaliser si besoin.

G3 – Modalités d'exécution

Deux types d'interventions sont identifiées : les interventions programmées de maintenance préventive en fin de saison et début de saison et les interventions curatives (réparations) à la suite des travaux identifiés lors des visites préventives ou d'une panne ou d'un dysfonctionnement obligeant une intervention d'urgence.

Les prestations sont les suivantes :

- Fourniture, transport et main d'œuvre relative à l'inspection et à la maintenance préventive des dispositifs GAZEX, des canalisations et des exploseurs ;
- Le remplacement des réserves de gaz : enlèvement au printemps et remise en place en automne (la fourniture n'est pas comprise dans ce marché) ;
- L'acheminement, l'installation et le repli du matériel nécessaire à la maintenance préventive (y compris réassort fluides) ou à des travaux de maintenance corrective lourde ;
- La remise en état des lieux en fin de chantier et l'évacuation de tous résidus ;
- Le déchargement du matériel sur une aire de stockage et tout transport jusqu'aux postes de travail y compris l'hélicoptage ;
- La mise en sécurité des accès et des postes de travail ;
- Toutes les mesures prises pour assurer la sécurité des riverains, des usagers de la route et des randonneurs pouvant se trouver proche des installations à maintenir ;
- une réunion de préparation avant chaque intervention.

La fourniture et la requalification des bouteilles de gaz seront mises à disposition du prestataire par la DIRSO

Les prestations de maintenance (préventive et curative) seront commandées au titulaire du marché public par le District Sud par bon de commande signé par le chef de district sud ou son adjoint et adressé par courriel pendant les jours et heures ouvrables.

Le titulaire devra accuser réception dans un délai maximum de 72 heures par renvoi d'un courriel du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique de l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Le bon de commande précisera :

- les coordonnées de la personne référente de la commande du District Sud,
- la désignation de la ou les prestation(s),
- le nombre de prestations à exécuter,
- le ou les lieu(x) d'exécution de la ou les prestations(s) ,
- la période d'exécution de la ou les prestations(s),
- la date limite d'exécution de la ou les prestations(s),
- les prix unitaires et/ou forfaitaires,
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC,
- et la référence du marché.

1-Interventions programmées de maintenance préventive :

Deux interventions programmées de maintenance préventive annuelle des installations GAZEX des 3 sites visés au point F3, sont réparties comme suit :

Visite M1 sur la période printemps ou début d'été en fin d'exploitation des GAZEX
Visite M2 sur la période d'automne avant de début de l'exploitation des GAZEX

Lors de ces visites de maintenance, un certain nombre d'observations, de diagnostics, de contrôles et d'opérations précises doivent être réalisées dans le respect des prescriptions techniques de chaque appareillage.

Par ailleurs, ces visites devront permettre d'identifier les besoins pour mettre en conformité les appareillages avec les directives européennes et les normes de sécurité.

a) Visite M1 (Printemps) :

- Établissement de la liste de maintenance (conformément à la réglementation en vigueur) afin de débrancher les installations et mettre à l'abri les équipements sensibles à l'orage ou au vandalisme ;
- Enlèvement des réserves de gaz ;
- Visite et inspection des explodeurs et des canalisations en terrain déneigé afin de détecter les différents travaux de réparation ou de maintenance spécialisée ;

- Remise d'un rapport exhaustif d'intervention identifiant les opérations effectuées, les opérations restant à réaliser et les listes des pièces détachées nécessaires aux travaux dans un délai de 15 jours ;
- Visite des abris afin de débrancher les installations et mettre à l'abri les ustensiles sensibles à l'orage.

Le maître d'ouvrage ne prévoit pas de réaliser de tirs d'essai préalables.

Cependant, il transmettra au titulaire et en amont de la visite, les dernières pressions enregistrées pendant l'hiver, le titulaire les compare aux pressions relevées sur site et il effectue une recherche de fuite si nécessaire avant la mise hors service.

Les satellites seront débranchés pour protection contre la foudre, par contre, le système d'alimentation sera laissé en fonctionnement pour préserver les batteries.

b) Visite M2 (Automne) :

- Contrôle des éventuels travaux réalisés et activation des installations pour mise en service avant la période de Viabilité Hivernale ;
- Visite de mise en service des GAZEX avec déclenchements de tirs d'essais préalables à la période d'exploitation des installations ;
- Changement des piles des explodeurs 1 fois par an ;
- Remise en place des réserves de gaz (la fourniture n'est pas comprise dans ce marché) ;
- Les déclenchements de contrôle de bon fonctionnement sont réalisés sur l'ensemble des explodeurs, conformément à la réglementation en vigueur ;
- Contrôle des circuits pneumatiques et d'allumage ;
- Contrôle de l'étanchéité des circuits haute et basse pression ;
- Les tests de connexion ;
- Remise d'un rapport exhaustif d'intervention dans un délai de 15 jours.

Les tirs d'essais systématiques sur tous les explodeurs, programmés lors de la réunion de préparation, sont réalisés pendant que le titulaire est présent sur site : il se coordonne avec le directeur d'opération ou son représentant pour caler la date d'intervention. *(Le directeur d'opération, nommé par la commune est en charge de la mise en œuvre du PIDA – plan d'intervention pour le déclenchement d'avalanches. C'est la personne compétente pour déclencher les tirs de Gazex).*

En cas de difficulté de disponibilité du directeur d'opération, ou de contraintes locales particulières, le titulaire averti le maître d'œuvre qui pourra décider de décaler les tirs d'essai.

En cas de raté de tir d'essai, le titulaire intervient dans la foulée pour diagnostiquer et résoudre le problème.

Cette intervention est comprise dans la visite, sauf si le problème est indépendant du titulaire (pièces défectueuses...), auquel cas l'intervention sera rémunérée avec les prix de maintenance curative.

2-Prestations de maintenance curative (réparations) :

Les prestations de maintenance curative (Visite M3) sont effectuées hors période d'exploitation et sont destinées à réparer une anomalie ou une panne mises en évidence lors d'une des visites de maintenance annuelle.

Elles peuvent également avoir un caractère d'urgence pendant la période d'exploitation (Visite M4).

Ces prestations sont rémunérées à la journée et par intervention.

Ces interventions peuvent nécessiter :

- La réalisation de certaines prestations (soudures, serrages, terrassements, peintures...) sans approvisionnement d'éléments constitutifs des appareillages ;
- L'approvisionnement et la mise en œuvre de fournitures spécifiques ;
- Des investigations pour recherche de panne.

a) Prestations de maintenance curative programmée (Visite M3)

Les prestations de maintenance curative programmée sont commandées sur la base d'un devis de réparation ou de maintenance lourde et résultant de l'inspection et le contrôle des installations effectuées lors de la visite de fin d'exploitation M1.

Les prestations seront réalisées lors de la période d'arrêt des installations ou concomitamment à la visite M2 et au plus tard à la date communiquée par l'exploitant et correspondant à la date de début de la période de viabilité hivernale.

b) Maintenance curative urgente (Visite M4)

Les prestations de maintenance curative urgente sont commandées au titulaire du contrat par la DIRSO à la suite d'une panne ou d'un dysfonctionnement occasionnant le non fonctionnement d'une, de plusieurs installations ou de toutes les installations.

Le prestataire assure les astreintes de dépannage du 1er novembre au 30 avril, 7j/7 avec mise à disposition des moyens nécessaires pour intervenir sur site à la suite d'un appel téléphonique du District Sud.

Le prestataire doit proposer un devis de réparation et préciser les modalités d'intervention dans un délai de 2h.

L'intervention devra être réalisée sous 48 heures en fonction des conditions nivo-météorologiques.

G4 – Documents à produire (traçabilité)

Chaque installation est associée à un identifiant propre mentionné sur chaque dispositif.

La traçabilité de la vie des installations sera effectuée selon les règles de l'art et fera l'objet de la production de rapports de visites qui seront transmis à l'exploitant des installations.

Les rapports produits en maintenance préventive et curative ,dans un délai de 15 jours, devront faire état de :

- La nature de l'intervention réalisée ;
- Les résultats des diagnostics ;
- Le détail de l'intervention sur les équipements ;
- La date de prestation ;
- Les préconisations de maintenance hors dudit contrat faisant appel à la programmation de maintenance curative lourde. Ce dernier type de maintenance devra faire l'objet de la production de devis détaillés spécifiques permettant de rétablir un fonctionnement de ou des installations.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

H - BORDEREAU DES PRIX

| N° de prix | Désignation, définition des prestations, unité et prix en toutes lettres en euros et hors taxes | Prix unitaire € HT (en chiffres) |
|------------|--|----------------------------------|
| 1 | Maintenance préventive | |
| 1-1 | <p><i>Visite M1 de fin d'exploitation</i></p> <p>Ce prix rémunère au forfait l'ensemble des opérations de maintenance préventive programmée des 3 sites GAZEX de la DIRSO. Diagnostic et fermeture des installations afin de les mettre en sécurité pour la période estivale.</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réunion de préparation ; - l'acheminement, l'installation et le repli du matériel nécessaire ; - l'enlèvement des réserves de gaz ; - les frais de déplacement, y compris héliportage, et frais d'hébergement de toute nature ; - la remise en état des lieux en fin de chantier et l'évacuation de tous résidus; - la remise d'un rapport de maintenance <p>Le Forfait :</p> | |
| 1-2 | <p><u>Visite M2 de mise en service</u></p> <p>Ce prix rémunère au forfait l'ensemble des opérations de maintenance préventive programmée des 3 sites GAZEX de la DIRSO. Activation des installations pour mise en service avant hiver.</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réunion de préparation ; - l'acheminement, l'installation et le repli du matériel nécessaire ; - la remise en place des réserves de gaz ; - les frais de déplacement, y compris héliportage, et frais d'hébergement de toute nature ; - la remise en état des lieux en fin de chantier et l'évacuation de tous résidus ; - la remise d'un rapport de maintenance. <p>Le Forfait :</p> | |

| N°de prix | Désignation, définition des prestations, unité et prix en toutes lettres en euros et hors taxes | Prix unitaire € HT (en chiffres) |
|--------------|--|--|
| 2 | Maintenance curative (réparations) | |
| 2-1 | <p><i>Prestation de réparation programmée (Visite M3)</i></p> <p>Ce prix rémunère à la journée, une équipe pour l'ensemble des opérations de maintenance curative (réparation) programmée.</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réunion de préparation pour une réparation programmée ; - l'acheminement, l'installation et le repli du matériel nécessaire ; - les frais de déplacement y compris héliportage et les frais d'hébergement de toute nature ; - les prestations de réparation, non compris l'approvisionnement des fournitures spécifiques aux installations (fournies par le maître d'ouvrage) ; - la remise en état des lieux en fin de chantier et l'évacuation de tous résidus ; - la remise d'un rapport des prestations réalisées. <p>La journée :</p> | |
| 2-2 | <p><u>Prestation de réparation urgente (Visite M4)</u></p> <p>Ce prix rémunère à la journée, une équipe pour l'ensemble des opérations de maintenance curative (réparation) urgente.</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réunion de préparation pour une réparation urgente ; - l'acheminement, l'installation et le repli du matériel nécessaire ; - les frais de déplacement y compris héliportage et les frais d'hébergement de toute nature ; - les prestations de réparation, non compris l'approvisionnement des fournitures spécifiques aux installations (fournies par le maître d'ouvrage) ; - la remise en état des lieux en fin de chantier et l'évacuation de tous résidus ; - la remise d'un rapport des prestations réalisées. <p>La journée :</p> | |

I- DÉTAIL DES PRESTATIONS EXÉCUTÉES PAR CHAQUE CO-TRAITANT (en cas de groupement conjoint)

| Nom du mandataire cotraitant 1 | | Prestations exécutées par le mandataire - Poste(s) technique(s) – N° prix |
|--------------------------------|--|--|
| | | |
| Autres cotraitants | | Prestations exécutées par les autres cotraitants - Poste(s) technique(s) – N° prix |
| N°2 | | |
| N°3 | | |

J. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-dessus ;

| Nom, prénom et qualité du signataire (*) et des membres si groupement d'entreprises | Lieu et date de signature | Signatures |
|---|---------------------------|------------|
| | | |
| | | |
| | | |

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

K. SIGNATURE DE L'ACHETEUR

La présente offre est acceptée.

À :,

Signature (*Représentant de l'acheteur*)